

par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 12.1 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), dans le domaine de la faune, les fonctions et pouvoirs du ministre consistent à assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat, avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de cette loi, le ministre peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à octroyer à la Société de développement des Naskapis, pour l'exercice financier 2017-2018, une subvention maximale de 2 500 000 \$ dans le cadre de la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique afin d'appuyer le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec à la suite de la fin de la chasse au caribou migrateur, conformément à une convention de subvention à intervenir, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'entente entre le gouvernement du Québec et la Société de développement des Naskapis, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs soit autorisé à octroyer à la Société de développement des Naskapis, pour l'exercice financier 2017-2018, une subvention maximale de 2 500 000 \$ dans le cadre de la

Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique afin d'appuyer le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec, le tout au terme de l'entente précitée à intervenir.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ FORTIER

68294

Gouvernement du Québec

### **Décret 342-2018, 21 mars 2018**

CONCERNANT l'approbation de l'entente relative à l'octroi à la Société Makivik, pour l'exercice financier 2017-2018, d'une subvention maximale de 2 500 000 \$ afin d'appuyer le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec

ATTENDU QUE les populations de caribous migrateurs du Nord-du-Québec sont en déclin, notamment en raison de la détérioration de leur habitat, de la prédation et de la chasse et, qu'en conséquence, le gouvernement du Québec a annoncé la fin de la chasse au caribou à compter du 1<sup>er</sup> février 2018;

ATTENDU QUE la fin de la chasse au caribou engendre des impacts économiques et sociaux importants pour les travailleurs et les pourvoiries ainsi que pour l'ensemble des intervenants économiques du milieu;

ATTENDU QUE des installations temporaires pour la pratique de la chasse au caribou migrateur dans la région du Nord-du-Québec ne sont plus utilisées à cet effet depuis le 1<sup>er</sup> février 2018;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 30 janvier 2018, la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique comprenant un montant total de 16 000 000 \$, pour les exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022, afin d'assurer la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique;

ATTENDU QUE, de cette stratégie, une somme de 15 000 000 \$ est consacrée à un volet visant le démantèlement d'installations temporaires qui étaient utilisées pour la pratique de la chasse d'automne sur le territoire du nord du Québec;

ATTENDU QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs souhaite, par entente, s'associer avec la Société Makivik afin de lui permettre d'administrer et de coordonner le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 12.1 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), dans le domaine de la faune, les fonctions et pouvoirs du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs consistent à assurer une surveillance adéquate et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique, et à assurer l'intégrité de la biodiversité faunique et des milieux de vie faunique;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 12.1 de cette loi, dans le domaine de la faune, les fonctions et pouvoirs du ministre consistent à assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat, avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de cette loi, le ministre peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à octroyer à la Société Makivik, pour l'exercice financier 2017-2018, une subvention maximale de 2 500 000 \$ dans le cadre de la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique afin d'appuyer le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec à la suite de la fin de la chasse au caribou migrateur, conformément à une convention de subvention à intervenir, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'entente entre le gouvernement du Québec et la Société Makivik, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs soit autorisé à octroyer à la Société Makivik, pour l'exercice financier 2017-2018, une subvention maximale de 2 500 000 \$ dans le cadre de la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique afin d'appuyer le démantèlement d'installations temporaires dans la région du Nord-du-Québec, le tout au terme de l'entente précitée à intervenir.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ FORTIER

68295

Gouvernement du Québec

### **Décret 343-2018, 21 mars 2018**

CONCERNANT l'octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 1 100 000 \$ à Montréal International, au cours de l'exercice financier 2017-2018, pour la prolongation d'un projet de rétention des étudiants étrangers au Québec

ATTENDU QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 4 de la Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (chapitre M-16.1) prévoit que les fonctions du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion en matière d'immigration consistent à informer, recruter et sélectionner les immigrants et à faciliter leur établissement au Québec;

ATTENDU QUE le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion a été autorisé par le gouvernement du Québec, en vertu du décret n<sup>o</sup> 815-2016 du 14 septembre 2016, à octroyer une subvention d'un montant maximal de 1 600 000 \$ à Montréal International pour la réalisation d'un projet de rétention des étudiants étrangers au Québec;

ATTENDU QUE les modalités et les conditions de versement de cette subvention ont été établies dans une entente intervenue le 12 octobre 2016 entre le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et Montréal International;

ATTENDU QUE le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion souhaite octroyer à Montréal International, au cours de l'exercice financier 2017-2018, une subvention additionnelle pour la prolongation d'un projet de rétention des étudiants étrangers au Québec;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation